



RÈGLEMENT NUMÉRO 1151 CONCERNANT LA RÉGIE INTERNE DU CONSEIL MUNICIPAL

ATTENDU QUE l'avis de présentation 091221-3 a été donné pour le présent règlement;

LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

PRÉSIDENTE DES SÉANCES DU CONSEIL

1. Le maire ou, en son absence, le maire suppléant préside la séance; en leur absence, les membres du conseil choisissent l'un d'eux pour présider la séance.
2. Le président exerce tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions et au maintien des droits et privilèges du conseil et de ses membres. Il exerce notamment les fonctions suivantes:
 1. il déclare la séance ouverte, suspendue, levée, ajournée ou reprise;
 2. il maintient l'ordre et le décorum pendant les vacances;
 3. il peut faire expulser de la salle du conseil toute personne troublant l'ordre;
 4. il fait observer le présent règlement;
 5. il dirige les délibérations;
 6. il décide de toute matière ou question incident au bon déroulement de la séance;
 7. il annonce le début et la fin de la période de questions du public;
 8. il précise, lors de la période de questions du public, l'ordre dans lequel les personnes sont entendues et leur accorde la parole tour à tour;
 9. il précise lors de l'étude de chaque point à l'ordre du jour, l'ordre dans lequel les membres du conseil sont entendus et leur accorde la parole tour à tour.
3. Seul le président est habilité à accorder un droit de parole lors des séances du conseil.
4. Un membre du conseil peut faire appel au conseil d'une décision du président. Ce membre doit exposer succinctement les motifs de son appel, lequel est décidé sans débat par la majorité des membres du conseil présents.

ORDRE DU JOUR

5. Immédiatement après l'ouverture de la séance, le conseil adopte l'ordre du jour préparé par le greffier. Cet ordre du jour est constitué des points soumis aux membres du conseil lors d'une session de travail et pour lesquels la majorité des membres du conseil a accepté qu'ils soient portés à l'ordre du jour de la séance.
6. Lors des délibérations sur l'adoption de l'ordre du jour, et par la suite au cours de la séance, le conseil peut, sur proposition d'un membre du conseil dûment appuyé par un autre membre du conseil et adoptée à la majorité des voix exprimés par les membres présents, retirer ou ajouter un point à l'ordre du jour.
7. Si le président juge qu'une proposition est irrecevable, il en avise le conseil et fournit les explications requises; si cette décision est contestée, elle est soumise au conseil qui la refuse ou l'accepte par un vote majoritaire.

8. Le président peut clore le débat sur une question avec l'assentiment de la majorité des membres du conseil.

DEVOIRS ET PRIVILÈGES DES MEMBRES DU CONSEIL

9. Un membre du conseil qui désire obtenir le droit de parole en fait la demande au président.

10. Un membre du conseil doit éviter toute parole blessante envers les autres membres du conseil.

11. Un membre du conseil a le droit de terminer une intervention qu'il a débutée sans être interrompu; toutefois un délai raisonnable est consenti par le président à un membre du conseil pour toute intervention.

12. Un membre du conseil peut soulever un point d'ordre afin de rappeler au président de maintenir l'ordre et le décorum.

DÉLIBÉRATIONS

13. Toute proposition faite par un membre du conseil doit être appuyée avant d'être discutée ou mise aux voix par le président.

14. Pendant la discussion d'une proposition, il ne peut en être fait aucune autre si ce n'est:

1. pour suspendre le débat ou en remettre la discussion;
2. pour demander qu'elle soit soumise pour étude à une commission ou un comité;
3. pour l'amender.

15. Une seule proposition d'amendement modifiant la teneur d'une proposition principale peut être reçue par le conseil si elle se rapporte directement au sujet de cette proposition. Aucune proposition de sous-amendement n'est permise.

16. La proposition d'amendement doit être mise aux voix avant la proposition principale.

Une proposition d'amendement qui n'est pas adoptée n'implique pas automatiquement l'adoption de la proposition principale qu'elle vise, de sorte qu'un vote est requis sur la proposition principale.

17. À défaut par l'un des membres du conseil de demander le vote, toute proposition soumise au conseil sera présumée adoptée à l'unanimité.

18. Lorsque les membres du conseil sont appelés à voter, la discussion cesse, personne ne doit quitter son siège et tout membre qui est présent est tenu de voter à moins d'en être dispensé ou empêché pour motif, suivant l'article 361 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., c. E-2.2).

19. Tout vote pris par les membres du conseil est exprimé à voix haute et la proposition est adoptée si la majorité des membres présents vote en sa faveur.

20. Un membre du conseil ne peut rectifier ou changer son vote à moins d'un consentement unanime des autres membres du conseil présents.

PÉRIODE DE QUESTIONS

- 21.** La période de questions de toute séance ordinaire ou extraordinaire du conseil se déroule en 2 étapes:
- une première où le président répond aux questions posées lors d'une séance précédente le cas échéant;
 - une seconde où il reçoit les nouvelles questions du jour.
- 22.** Toute question est adressée au président de la séance.
- 23.** Les questions se divisent en question principale et en question subsidiaire. La question principale correspond à la première question posée par une personne sur un sujet et la question subsidiaire correspond à la demande, par la même personne, d'information additionnelle sur le même sujet.
- 24.** Une personne ne peut poser plus d'une question subsidiaire à la suite d'une question principale.
- 25.** Les questions peuvent porter sur toutes les matières d'intérêt public et relevant de la juridiction du conseil.
- 26.** Au début de la période de questions, le président invite les personnes présentes qui désirent poser une question à le faire en se rendant au micro prévu à cette fin.
- 27.** Toute personne qui désire poser une question doit décliner son nom et l'adresse de son domicile.
- 28.** Une question peut être précédée par une courte mise en situation. Cette question ne doit contenir que les mots nécessaires, doit être précise, claire, sans ambiguïté et formulée de façon respectueuse.
- 29.** Une personne ne peut poser une question principale additionnelle avant que toutes les personnes qui désirent poser une première question n'aient eu la chance de le faire.
- 30.** Le président peut demander l'intervention d'un membre du conseil, du directeur général, du directeur général adjoint, du trésorier, du greffier, des directeurs de service ou autres fonctionnaires présents pour répondre à une question.
- 31.** Le président peut également refuser une question ou interrompre et retirer le droit de parole à toute personne qui contrevient au présent règlement ou qui formule une question frivole, vexatoire ou de nature à déconsidérer l'utilisation de la période de questions.
- 32.** La période de questions est d'une durée maximale de 30 minutes.

DÉCORUM

- 33.** Aucune personne ne peut utiliser un mécanisme d'enregistrement sonore ou visuel ni de téléphone cellulaire lors des séances du conseil.

Cette interdiction ne s'applique cependant pas à l'enregistrement des délibérations du conseil nécessaire au travail d'un journaliste dans le cadre de ses activités professionnelles.

- 34.** Une personne qui assiste à une séance du conseil doit garder le silence et s'abstenir de troubler l'ordre et le décorum.

DISPOSITION FINALE

35. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.


(signé)

Richard Marcotte, maire


(signé)

Yvan Laberge, avocat
Greffier et directeur des services juridiques

ENTRÉE CONFORME



Richard Marcotte, maire



Yvan Laberge, avocat
Greffier et directeur des services juridiques

Adoption : 100118-21
Entrée en vigueur : 23 janvier 2010